



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/06/2026

Après le congrès de la CGT, reconstruire le syndicalisme de classe à partir d'un constat lucide

Nous avons beaucoup écrit sur le 54^{ème} congrès de la CGT et sur ses conséquences, mettant désormais à l'ordre du jour la nécessité de reconstruire un courant syndical de lutte des classes. Nous avons consacré plusieurs articles à analyser dans les détails la dérive du syndicat, depuis 1995 et le stade auquel il en est arrivé, la collaboration de classe assumée.

D'autres analyses ont paru à l'issue du congrès. Nous nous sommes intéressés à la stimulante contribution de Jean-Pierre Page, ancien dirigeant confédéral de la CGT, publiée sur le site de l'ANC. Nous en proposons, en toute fraternité, une analyse, à la fois sur les questions essentielles traitées, mais aussi sur les manques.

Pour ces manques, nous dirons que tout tourne, finalement, autour d'une question centrale qui n'est pas évoquée, dans aucune contribution, mises à part les nôtres (et celle du PCRF), l'état réel de la CGT, l'état idéologique, s'entend ; ce qu'elle est devenue dans sa profondeur, au-delà de la seule direction confédérale.

Appréhender le niveau idéologique de la CGT en général

La première remarque sera au sujet de Sophie Binet qui « n'a jamais coupé les amarres avec le PS », ce qui est parfaitement vrai. Mais, Sophie Binet ne dirige pas seule la CGT. Un nombre significatif de ses collègues de la CE et du bureau confédéral sont membres ou proches du PCF, à commencer par Laurent Brun, le numéro 2 de la CGT, l'organisateur, lors du 53^{ème} congrès, de la venue de Sophie Binet, mais aussi de la mise à l'écart des syndicalistes de lutte des classes, Olivier Matteu et Emmanuel Lépine, dont l'élection à la Commission exécutive n'aurait pas facilité les ralliements des partisans de l'ancienne direction renversée, à la fin du congrès, comme à sa suite ; et l'organisateur, ensuite, du grand remplacement de la direction de l'UD-CGT des Bouches-du-Rhône par une équipe plus compatible avec la ligne de collaboration de classe de la direction.

Le problème est bien plus important et grave que les liens de la secrétaire-générale avec le PS ; c'est celui de la bouillie idéologique qui occupe les cerveaux des dirigeants de la CGT et d'une bonne partie de la CGT profonde. Jean-Pierre Page a raison de dire que la dérive ne date pas d'hier, mais justement, la ligne de collaboration de classe a peu à peu gagné et imprégné des tas de militants de la CGT et pas seulement, loin s'en faut, les 60 membres de la commission exécutive confédérale. Or ce vide idéologique, ce manque de repères de classe, cette dérive droitière n'ont jamais été aussi lisibles que dans les écrits du 54^{ème} congrès et les rares discussions de fond qui l'ont illustré. Suffit-il, pour comprendre cette dérive, de se focaliser uniquement sur la question de l'adhésion forte de la direction à l'Union européenne et à son officine « syndicale », la CES ? Nous ne le pensons pas.

Ce qui doit être premier, dans le regard porté sur la direction et le 54^{ème} congrès de la CGT, c'est l'analyse globale du stade impérialiste et pas seulement celle de l'UE qui n'est qu'un rouage, très efficace, au service du Grand Capital. Mais il n'est pas question, au nom de la légitime bataille contre l'impérialisme UE, de défendre l'État impérialiste français. Or, la direction de la CGT ne fait aucune analyse du stade impérialiste et défend même, contre les impérialistes US et russe (qu'elle ne qualifie pas ainsi), l'impérialisme français (et UE), qualifiés, eux, de démocratie. Cette absence de compréhension du fonctionnement du système, voulue ou non, est le cœur du problème, dont découle tout le reste, y compris les liens avec la CES. Cela implique l'absence de perception que c'est la classe capitaliste qui est dominante dans notre pays, que, comme son nom l'indique, elle domine et que l'État est un outil à son service, dont le rôle est de maîtriser les contestations voire les révoltes de la classe dominée. Cela implique aussi la perte du repère essentiel : les raisons des capitalistes, l'explication des politiques qu'ils font mener à leurs fondés de pouvoir, sont économiques, et pas idéologiques. Or, le document

d'orientation du 54^{ème} congrès de la CGT ne présente que des explications idéologiques, d'ailleurs tout à fait à côté de la plaque. Et tout cela ruisselle, emporte aussi la plupart des cadres intermédiaires et beaucoup de dirigeants de syndicats. La CGT forme depuis plus de vingt ans des militants de l'intégration au système, de la collaboration de classe. Voilà la réalité de la CGT sur laquelle on ne peut adopter la posture de Tartuffe : « *Couvrez ce sein que je ne saurais voir !* ».

A ce stade, nous attirons l'attention sur l'interview, dans le magazine de la CGT, Ensemble-La Vie Ouvrière, de Laurent Mauduit, cofondateur de Mediapart. On trouve, dans les questions comme dans les réponses, tous les éléments de langage du document d'orientation du 54^{ème} congrès et de la direction de la CGT. On y trouve « *les grands patrons radicalisés* », le « *capitalisme libertarien* », la démocratie jugée « *comme des freins au profits par certains magnats* » ou encore « *l'extrême-droite n'a jamais accédé au pouvoir sans l'aide des milieux d'affaires* », comme si les autres courants idéologiques compatibles avec le capitalisme n'avaient pas fait pareil. Et, bien sûr, nous avons droit au parallèle avec l'époque du fascisme : « *le danger de l'extrême-droite est encore plus grand que dans les années 1930* ». Nous l'avons écrit plusieurs fois, et Jean-Pierre Page le reprend : « *Il ne s'agit plus de lutte de classe contre le capitalisme, sujet et objectif de la CGT depuis plus d'un siècle, qui a pratiquement disparu des discours et des écrits, mais de lutte contre l'extrême droite, et même de lutte contre l'internationale de l'extrême droite, même pas de lutte contre le fascisme.* ». Là encore, ce discours passe comme une lettre à la poste au sein de la CGT, bien au-delà de sa direction confédérale. Peu de militants osent dire les choses comme les dit Jean-Pierre Page ou comme nous les avons caractérisées. Quiconque dit cela dans une réunion de la CGT (On a remplacé la lutte contre le Capital par la lutte contre l'extrême-droite) trouvera sans nul doute des camarades pour justifier cette volte-face parce que : « *il est minuit moins une...* ».

Ne pas se faire d'illusions sur ce qu'a montré le 54^{ème} congrès

On peut aussi, comme le fait le camarade Jean-Pierre Page, trouver des réconforts dans certaines oppositions vues lors du congrès : « *Malgré cela un nombre significatif de ceux qui étaient présents ont remis en cause les orientations que la direction voulait imposer. Sur plusieurs votes d'amendements celle-ci a été sanctionnée par 30 à 50 % des votants y compris à plus sur une modification des statuts.* ». Il ne faut pas se bercer d'illusions ; il se dit aussi que beaucoup de délégués seraient repartis avec un regard négatif sur le congrès. Pour autant, cela ne s'est pas vu dans les votes. L'opposition à l'orientation de la direction portait sur des questions de fond, lors du 53^{ème} congrès. Pour l'essentiel, au 54^{ème}, ce qui a fait râler est la restriction des temps de parole et du nombre d'intervenants. Certes, beaucoup ont été écartés à cause de ce qu'ils allaient dire, qui était gênant pour les dirigeants, mais l'exemple de l'incident avec une partie des délégués de la fédération de la Santé est significatif : une invasion de la tribune pour obtenir la défense d'un amendement par une camarade, qui, certes était privée de parole, amendement qui ne remettait absolument pas en cause les « fondamentaux » de la ligne confédérale. On peut tranquillement attribuer cela bien plus à un réflexe corporatif (la Santé est la plus grosse FD, elle n'a pas assez de temps de parole) qu'à la volonté de remettre en cause l'orientation. Le seul point sur lequel la contestation est allée sur le fond, au-delà d'une seule intervention, c'est la question du 100 % Sécu. Les délégués de la FNIC (fédération de la chimie) et de la FNPOS (fédération des organismes sociaux) ont défendu un dispositif unique, une Sécurité sociale, chargée de droits collectifs, généralisée, contre la scission en trois proposée par le texte, la Sécurité sociale amoindrie, des services publics, notamment de l'enfance, négociés avec le patronat, et la « sécurité sociale professionnelle », ressortie du placard, porteuse de droits individuels. Nos camarades ont bataillé fermement pour obtenir une victoire symbolique sur un amendement, mais tous les autres ont été repoussés, donc le dispositif retenu est bien tripartite.

Pour reconstruire le syndicalisme de lutte des classes, savoir d'où nous partons

Nous sommes de l'avis de Jean-Pierre Page lorsqu'il exprime ce qu'il y a à faire : « *Il va donc falloir construire. Nous sommes dans une situation identique à 1921 quand nos aînés ont pris des décisions par ce qu'il fallait assumer une situation avec la première guerre mondiale ou avait dominé dans la CGT l'union sacrée et le choix de la collaboration de classes. Il fallait prendre des responsabilités. Ils les ont prises en mesurant l'enjeu et le défi que cela impliquait. Si nous voulons maintenir un syndicalisme de lutte des classes influent et organisé il faudra prendre des décisions et ne pas se cacher derrière la seule rhétorique du "ça ne peut plus continuer comme ça, il faut que ça change".* ». Pour rappel, en 1921, beaucoup de syndicalistes de lutte des classes furent exclus de la CGT et décidèrent de créer la CGTU. Nous n'en sommes pas là, mais il faut organiser la survie et le développement du syndicalisme de lutte des classes dans la CGT, alors que cela n'a pas été vraiment fait au moment du 54^{ème} congrès, au contraire du précédent.

Mais pour cela, il faut être lucide sur l'état réel de la CGT profonde. Cela oblige à prendre en compte la perméabilité de la ligne de collaboration de classe parmi les dirigeants et les militants, à tous les niveaux de responsabilité. Mais cela implique aussi de réaliser qu'un nombre non négligeable de cadres de la CGT ne sont pas à leur poste par affinité avec la lutte des classes, mais par volonté de bénéficier d'une sinécure, de ne pas ou

pas complètement revenir au travail et de bénéficier des finances de la CGT. L'affaire Le Paon montrait une professionnalisation du syndicalisme CGT à un niveau élevé de responsabilité, elle a désormais gagné les fédérations, les unions départementales et locales, jusqu'à certains syndicats. Éviter le retour au travail, soit en ayant des heures de décharge dans le public ou en étant salarié de la CGT dans le privé est désormais un but. On se construit une carrière, pas forcément avec l'ambition de « grimper », mais avec celle de « demeurer ». Il s'établit une manière de symbiose entre ces militants-là et la direction de la CGT qui fait qu'ils ne contesteront jamais l'orientation, de peur de perdre leur sinécure. Enfin, à tous les niveaux de la CGT, la formation est un vide organisé qui fait que, pour beaucoup, la lutte des classes n'est plus qu'un slogan creux qu'ils ne comprennent pas.

Forts de cette lucidité, militants du Parti Révolutionnaire Communistes, nous sommes résolument engagés dans une double bataille pour rebâtir et structurer le syndicalisme de lutte des classes et pour la construction du parti révolutionnaire dont notre pays a tant besoin. Sans illusion, sans sous-estimation de l'ampleur de la tâche, mais sans rester figés sur le constat, sans négliger les luttes et la capacité du prolétariat à se réveiller.